

Les crédits

Les Canadiens veulent réduire la présence de l'État. Ils veulent un gouvernement moins interventionniste et de meilleurs services. Nous devons donc chercher des moyens de répondre à ces attentes. Ils veulent également assurer la mise en valeur des ressources du Canada, notamment nos ressources humaines. Ils veulent que les gens aient de meilleures possibilités d'améliorer leurs compétences et que des mesures soient prises pour que nos régimes sociaux répondent à nos besoins fondamentaux.

Je crois qu'avant tout, les Canadiens veulent — ils l'ont dit — avoir de nouvelles raisons d'être confiants, confiants que des emplois seront créés et qu'ils seront durables.

C'est le genre de propos, recueillis d'un bout à l'autre du pays, qui ont donné lieu à l'élaboration de nombre des mesures qu'on trouve dans le budget en réponse aux préoccupations exprimées. La corrélation me semble simple. Le budget prévoit la réduction des dépenses et la réaffectation des sommes ainsi économisées à la réduction de l'impôt afin d'aider les Canadiens et les Canadiennes, en tant que particuliers, ainsi que les familles canadiennes à soutenir la croissance économique. Voilà ce qui, en fin de compte, ne manquera pas de présenter un avantage pour les femmes.

Par ailleurs, le budget a rendu nécessaire l'adoption d'un plan financier sérieux et prudent qui maintiendra le déficit à 31,4 milliards de dollars l'année prochaine et le réduira sensiblement au moment de la reprise.

Ma collègue a soulevé la question du nouveau programme pour enfants. Ce serait là où je ne serais pas d'accord parce que, à mon avis, c'est une initiative très importante. En regroupant trois programmes, y compris le vieux programme d'allocations familiales et le crédit d'impôt pour les enfants, en leur ajoutant plus de 2 milliards de dollars au cours des prochaines années et en en faisant bénéficier les familles qui en ont le plus besoin, je pense que nous pouvons contribuer à réaliser une différence importante non seulement en remédiant à la pauvreté, mais en aidant les nombreuses familles dont le chef est une femme à devenir plus indépendantes économiquement et à disposer des ressources nécessaires.

À mon avis, les nouvelles prestations pour enfants proposées vont aussi changer les circonstances familiales parce que les programmes qui ont été élaborés à un certain moment ne sont pas forcément appropriés aujourd'hui. Comme vous le savez, monsieur le Président, les nouvelles prestations exemptes d'impôt peuvent atteindre 144 \$ par mois, par enfant, ce qui constitue un total de 1 733 \$ par an. C'est donner aux femmes une grosse somme d'argent qu'elles seront libres de dépenser pour nourrir, vêtir ou faire garder leurs enfants.

Naturellement, pour les familles à faible revenu ayant des enfants, ces nouveaux avantages fiscaux pour enfants comprennent aussi un nouveau supplément fédéral au revenu gagné pouvant atteindre 500 \$ par an, ce qui fournit une aide supplémentaire aux parents à faible revenu qui travaillent, les personnes mêmes dont ma collègue a parlé, et je suis d'accord avec elle sur ce point. C'est le groupe cible, en particulier les femmes de ce groupe dont nous devons nous occuper et que nous devons appuyer et aider à réintégrer la vie active et à ne plus avoir besoin d'aide sociale. C'est en effet la raison pour laquelle ce programme vise ce qu'on appelle — et je n'aime pas cette expression — «les travailleurs économiquement faibles». À mon avis, ce sont des gens qui s'efforcent d'améliorer leur situation et de réunir ces fonds supplémentaires. Tout cela, conjugué bien sûr, aux nombreux programmes auxquels, je sais, j'ai eu l'occasion de participer par l'intermédiaire de mon collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il s'agit du financement non seulement de programmes d'apprentissage des langues à l'intention des femmes immigrées, mais aussi de programmes de formation et de recyclage pour leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires afin de trouver du travail et, grâce à cela, leur venir en aide.

Ce programme est à mon avis plus simple — plus équitable —, car il est fondé sur le revenu total de la famille et non sur le revenu d'un de ses membres. Il récompense en outre les efforts des familles à faible revenu qui travaillent et qui, comme je l'ai mentionné, sont, dans de nombreux cas, dirigées par des femmes. Il leur permet enfin d'établir un équilibre entre le travail et la famille. Ainsi que mon collègue l'a fait remarquer, c'est également une question importante sur laquelle nous devons nous pencher. Comment veiller à ce que les hommes et les femmes soient capables de mieux équilibrer le temps passé au travail et celui consacré à la vie de famille?

Monsieur le Président, vous m'avez fait savoir que le temps qui m'avait été alloué est expiré. Il est encore de nombreux points dont j'aimerais discuter en ce qui concerne le budget. Je sais que d'autres collègues auront la possibilité de prendre la parole dans le courant de la journée. J'aimerais cependant dire encore une fois que ce budget est un pas important pour l'avenir et la prospérité de notre économie, mais aussi un progrès dans la voie de l'égalité pour toutes les femmes au Canada.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, je remercie la ministre pour les commentaires qu'elle a faits aujourd'hui. Comme elle l'a souligné, un certain nombre de questions font l'unanimité à la Chambre, du moins chez les femmes qui y siègent. Par contre, sur d'autres questions, nous avons des vues très divergentes.